PROTOCOLE FONCIER

ENTRE:

La Métropole Aix-Marseille-Provence ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200054807 au RCS de Marseille, représentée par son Président en exercice, agissant aux présentes au nom et pour le compte de ladite métropole, en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° en date du

D'UNE PART,

ET:

Monsieur Jean-Luc Franck Toros MICHEL, né à Marseille le 26 mars 1975, Madame Cécile Stéphanie PITOU épouse MICHEL, née à Marseille le 5 mars 1978, Demeurants 3 avenue du Bosquet 13180 Gignac-la-Nerthe.

D'AUTRE PART,

Il a été exposé et convenu ce qui suit :

EXPOSE

En concertation avec la commune de Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence, compétente en matière d'infrastructures routières, souhaite procéder à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe.

Pour mettre en œuvre ce projet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit acquérir une bande de terrain à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 326 d'une superficie de 138 m² environ, propriété de Monsieur et Madame MICHEL, au terme d'un acte du 16 avril 2010 aux minutes de Maître DURAND, Notaire à Gardanne pour un montant de 4 416 euros, conformément à l'avis de France Domaine.

Ceci exposé, les parties ont convenu de conclure l'accord suivant :

ACCORD

I - CARACTERISTIQUES FONCIERES

Article 1.1

Monsieur et Madame MICHEL cèdent à la Métropole Aix-Marseille-Provence la bande de terrain à détacher de la parcelle cadastrée Section AO n° 326 d'une superficie 138 m² environ sur la commune de Gignac-la-Nerthe, teintée en vert sur le plan ci-joint.

Cette transaction s'effectue moyennant le prix de 4 416 euros.

Article 1.2

La Métropole Aix-Marseille-Provence prendra le bien cédé dans l'état où il se trouve. A cet égard, les vendeurs déclarent expressément que le bien est libre de toute occupation. A cette occasion, les vendeurs déclarent ne pas avoir créé de servitude et n'en connaître aucune.

II - CLAUSES GENERALES

Article 2-1

La Métropole Aix-Marseille-Provence prendra à sa charge les frais relatifs à l'établissement du document d'arpentage et de l'acte authentique réitérant le présent protocole.

Article 2.2

Les vendeurs déclarent que le bien est libre de tous obstacles légaux, contractuels ou administratifs. A défaut, les vendeurs s'engagent à la signature de l'acte à obtenir la main levée de toutes hypothèques. Les vendeurs déclarent que le bien est libre de toutes inscriptions, transcriptions, publications ou mentions pouvant porter atteinte aux droits de l'acquéreur et, que d'une manière générale, il n'existe aucun obstacle d'ordre conventionnel, judiciaire ou légal à la libre disposition de l'immeuble.

Article 2.3

Le présent protocole sera réitéré par acte authentique que les parties s'engagent à signer en l'étude de Maîtres BONETTO – CAPRA – MAITRE – COLONNA, Notaires associés – 2 place du 11 novembre – BP 170 – 13700 Marignane.

III - CLAUSES SUSPENSIVES

Article 3.1

Le présent protocole foncier ne sera valable qu'après son approbation par les assemblées délibérantes de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille, le

Les vendeurs,

Pour la Métropole Métropole Aix-Marseille-Provence

Madame Cécile PITOU épouse MICHEL

Monsieur Jean-Claude GAUDIN

Monsieur Jean-Luc MICHEL





DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

DIRECTION RÉGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES

DE PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR ET DU

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

16 rue Borde

13357 MARSEILLE CEDEX 20

Téléphone : 04 91 17 91 17

drfip13@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE:

Pôle Gestion Publique

Division France Domaine

Service Evaluation

38 boulevard Baptiste Bonnet

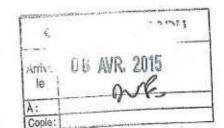
13285 MARSEILLE CEDEX 08

Affaire suivie par : Félix Jean LEONI

Téléphone : 04 42 37 54 36 Télécopie : 04 42 37 54 08

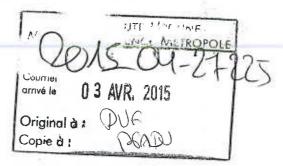
drfip13.pgp.domaine@dgfip.finances.gouv.fr

Réf : avis N° 2015-043V0763 Dossier connexe : 2013-043V2475



CU MPM
DGA DEVELOPPEMENT URBAIN – Laure GUICHARD
BP 48014

13567 MARSEILLE CEDEX 02



CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

(art L. 1311-9 à L. 1311-12 et R. 1311-3 à R. 1311-5 du CGCT) (Art R. 1211-1 à R. 1211-8 du CG3P) L6

1. Service consultant: CU MPM

2. Date de la consultation: 26/02/2015

Dossier reçu le: 03/03/2015

3. Opération soumise au contrôle (objet et but) :

Projet d'acquisition par la CUMPM

Détermination de la valeur vénale du bien.

4. Propriétaire présumé: Cf. annexe

5. Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Commune de GIGNAC LA NERTHE

Lieu-dit avenue du Bosquet

Cadastre: section AK et AO parcelles no: cf. annexe

Emprises d'une superficie totale de 1 676 m².



5 a. <u>Urbanisme</u>: P. O. S.: UD

6. Origine de propriété: ancienne et/ou sans incidence sur l'évaluation

7. Situation locative : bien présumé libre de toute location ou occupation.

8. <u>DETERMINATION DE LA VALEUR VENALE ACTUELLE</u>:

La valeur vénale du bien dont il s'agit, présumé libre de toute location ou occupation, est établie à :

53 632 € HT (soit 32 € / m²)

(Cinquante trois mille six cent trente deux euros hors taxes)

9. Observations particulières:

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France Domaine est nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire (s) concerné (s).

A Aix-en-Provence, le 26 mars 2015

Pour l'Administrateur Général des Finances Publiques, Directrice Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône, et par délégation, L'inspecteur des Finances Publiques,

Félix Jean LEONI



PROPRIETAIRE	
Mme FERNANDEZ	DETACTICIATION
MILLE L FLUMAINDES	John dolaritiz
4.	9 m² de la AK 68
Mme BENHEMANI	30 m² de la AO 271
Sté PRIMAWOOD	07 21
OR I KIIVIAVVOOD	37 m² de la AK 35
Mme GOURAND	69 m² de la AO 408
Rougn	18 m² de la AO 406
0	105 m² de la AO 404
	52 m² de la AO 407
	51 m² de la AO 411
	138 m² de la AO 405
	46 m² de la AO 394
	114 m² de la AO 275
	1
Mme FOURNIER	162 m² de la AO 351
	2 m² de la AO 349
Mr MICHELIS	0.5
INI MICHELIS	35 m² de la AO 439
Mr MOREAU	161 m² de la AO 437 et 438
	107 107 107 107 107 107
Communication	9
Commune de Gignac	67 m² de la AO 328
Mr FIGEON	62 m² de la AO 341
	02 III de la AO 34]
Mr SAFILIPPO 1	138 m² de la AO 326
M. Nichel!	320
Mr DEMUNCK	154 m² de la AO 327
Mmo TOUTEN	
Mme TOUZEY	3 m² de la AO 323
SCI du Bosquet	01 m² do 1- 40 000
, wa Dooquet	94 m² de la AO 308 et 308
3	*
/me AUDIBERT	72 m² de la AO 419
	72 nr de la AO 419 7 m² de la AO 418
	7 111 UG IA AU 478